

Consultation publique de la CRE portant sur la proposition de GRTgaz d'une évolution exceptionnelle des règles d'équilibrage sur son réseau pendant l'hiver 2013-2014.

Réponse d'EDF

5 novembre 2013

EDF accueille favorablement cette consultation de la CRE qui fait suite à plusieurs alertes de GRTgaz sur le risque d'un déficit d'approvisionnement de la France pour couvrir la demande de gaz à la pointe de froid pendant l'hiver 2013-2014, en particulier en cas de conditions climatiques extrêmes au risque 2%. Cette analyse fait notamment suite au constat d'une moindre souscription des capacités de stockages. Lors de la consultation de la DGEC de septembre dernier sur les conditions d'accès des tiers aux stockages souterrains, un certain nombre d'acteurs avaient insisté sur le rôle de l'organisation du marché du stockage français pour expliquer ces moindres souscriptions.

Ainsi, si EDF comprend la démarche de GRTgaz visant à définir des règles d'urgence afin de pouvoir agir efficacement en cas de risque avéré pour la sécurité d'approvisionnement, il semble nécessaire de souligner les éléments suivants :

- Un plan national d'urgence, qui contient les mesures à prendre pour éliminer ou atténuer l'impact des ruptures d'approvisionnement en gaz, a été récemment présenté par l'administration en Conseil supérieur de l'énergie et devrait être prochainement publié au Journal Officiel. Ces dispositions sont censés couvrir le risque évoqué par GRTgaz ;
- La proposition de GRTgaz semble être en contradiction avec l'esprit des règles d'équilibrage qui ne doivent pas inciter les expéditeurs à être « longs » ou « courts » mais à être équilibrés. Pour EDF, faire entorse à ce principe afin d'essayer de corriger les conséquences négatives de la mauvaise organisation d'un autre marché (en l'occurrence celui du stockage), n'est pas sain.

EDF n'est donc pas opposée à la mise en place de mesures exceptionnelles permettant à GRTgaz de maintenir la sécurité de son réseau mais ne considère pas que la proposition faite soit pertinente pour atteindre cet objectif.

Q1. Considérez-vous que la proposition de GRTgaz est de nature à renforcer la sécurité du système gazier en cas de pointe de froid ?

Le dispositif proposé par GRTgaz relève des règles d'équilibrage qui sont censées inciter les expéditeurs à s'équilibrer au mieux. EDF considère que ce principe ne doit pas être confondu

avec la question de la sécurité du réseau. Au contraire, le système proposé incite les expéditeurs à être « longs » durant certaines périodes, ce que l'on peut considérer comme contraire à l'esprit des règles d'équilibrage. De plus, ce dispositif est de nature à pénaliser l'ensemble des acteurs indépendamment des efforts qu'ils ont fourni pour équilibrer leur propre périmètre. Enfin, cette mesure n'apporte pas de signal économique de nature à générer des flux supplémentaires aux entrées du réseau. Elle est donc inefficace pour augmenter la quantité globale de gaz sur le réseau français.

Afin de résoudre un problème lié à la sécurité d'approvisionnement, EDF considère qu'il est donc nécessaire de trouver une incitation permettant d'amener physiquement du gaz en France. Cela peut être fait par le biais d'aménagements des règles d'accès au marché de GRTgaz :

- En premier lieu, il est nécessaire de donner à GRTgaz la possibilité d'intervenir à plus long terme sur le marché (et pas seulement en J-1 comme c'est le cas aujourd'hui) afin de lui permettre d'anticiper les périodes de tensions et donc de les éviter.
- De même, étendre significativement la plage horaire d'intervention permet de bénéficier d'offres marchés plus conséquentes (à la fois plus nombreuses et plus profondes).
- En dernier lieu, retirer la limite en volume d'intervention du GRTgaz permet d'intervenir plus massivement et ainsi de reconstituer plus rapidement les stocks de sécurité.

Q2. Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles proposées par GRTgaz ?

Si le dispositif d'équilibrage exceptionnel était adopté malgré tout, dans la mesure où il fait porter un risque supplémentaire aux expéditeurs, EDF estime qu'il sera nécessaire de préciser les modalités d'information des expéditeurs (préavis, déclenchement et durée) afin de donner de la visibilité sur le système. Dans l'état actuel de la proposition de GRTgaz, ces modalités ne nous semblent pas suffisamment détaillées.

Q3. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

EDF n'a pas d'autres remarques à formuler.

ooOoo